

DÉLIBÉRATION N° 2.01
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 07 DÉCEMBRE 2023
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 24 NOVEMBRE 2023
À MONTÉLIMAR – SALLE SAINT MARTIN (7 rue Bernard Cathelin)
SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET

L'an deux mille vingt-trois, le 07 décembre à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni à Montélimar, salle Saint Martin (7 rue Bernard Cathelin), sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, M. Karim BENSID-AHMED, M. Pascal BEYNET, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Julien DECORTE, M. Alain DORLHIAC, M. Julien DUVOID, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Norbert GRAVES, M. Jean-Michel GUALLAR, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Florence MERLET, Mme Sandrine MOURIER, Mme Marie-Pierre PIALLAT, M. Dorian PLUMEL, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Anne BELLE (pouvoir à M. Philippe LHOTTELLIER), Mme Sandra CEYTE (pouvoir à M. Julien DUVOID), M. Chérif HEROUM (pouvoir à M. Jean-Michel GUALLAR), M. Laurent LANFRAY (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Catherine MATSAERT (pouvoir à Mme Vanessa VIAU), Mme Emeline MEHUKAJ (pouvoir à M. Cyril MANIN), M. Laurent MILAZZO (pouvoir à M. Christophe ROISSAC), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Marie-Christine MAGNANON), M. Eric PHELIPPEAU (pouvoir à Mme Valérie ARNAVON), Mme Maryline ROISSAC (pouvoir à Mme Marielle FIGUET), Mme Demet YEDILI (pouvoir à Mme Fabienne MENOVAR).

EXCUSÉ : M. Karim OUMEDDOUR.

ABSENTE : Mme Josiane DUMAS.

Secrétaire de séance : M. Christophe ROISSAC.

2.01 _ COMMUNE D'ANCÔNE - PROCÉDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME - DÉLIBÉRATION MOTIVÉE DÉCIDANT DE NE PAS RÉALISER UNE ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE SUR AVIS CONFORME DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

M. Laurent CHAUVEAU, Vice-président, Rapporteur, expose à l'assemblée :

La Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération a engagé une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de ANCÔNE en lien étroit avec la commune.

Cette procédure d'évolution du PLU a pour objectifs de :

- Faire évoluer le Règlement écrit de la zone Ub pour autoriser les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et pour toiletter les règles liées au risque inondation afin de les mettre en cohérence avec le règlement du PPRI,

- Ajouter une Orientation d'aménagement au niveau d'une dent creuse située en secteur Ubr,
- Mettre à jour le plan de zonage et le plan des Annexes relatif au Droit de Préemption Urbain (DPU).

En application des dispositions du Code de l'environnement et du Code de l'urbanisme, en cas de modification y compris de modification simplifiée d'un PLU, la personne publique responsable de la procédure peut décider de :

- Réaliser une évaluation environnementale ;
- Ou ne pas réaliser une évaluation environnementale si elle estime que cette évaluation n'est pas nécessaire. Dans ce cas, la personne publique doit saisir l'Autorité environnementale pour avis conforme, puis confirmer sa décision de ne pas réaliser une évaluation environnementale par délibération motivée après l'avis émis par l'Autorité environnementale.

Conformément aux Codes précités, le 31 août 2023, la Communauté d'Agglomération MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION a transmis à l'Autorité environnementale le dossier de consultation pour permettre de recueillir son avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale. Ce dossier d'examen « au cas par cas » comporte notamment l'exposé mentionné au 2° de l'article R. 104-34 du Code de l'urbanisme, à savoir :

a) Les caractéristiques principales du document d'urbanisme en cause :

« Le PLU d'ANCÔNE approuvé le 19 mars 2007 n'a pas été soumis à évaluation environnementale. Toutefois, le Rapport de Présentation intègre, dans son chapitre 1.7-Environnement, page 21, trois sous-titres portant sur le paysage, les milieux naturels et les risques majeurs. »

b) L'objet de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de ANCÔNE :

« La procédure de modification simplifiée n°1 de ANCÔNE concerne la zone Ub et particulièrement le secteur Ubr qui correspond aux extensions sud du centre ancien. La zone Ub se situe entre les zones Ua, Usp et A du PLU. De moyenne densité, elle est constituée de constructions isolées ou groupées. Multifonctionnelle, elle regroupe habitat, commerces, artisanat, bureaux et services ainsi que des équipements publics.

La présente procédure consiste à faire évoluer le Règlement écrit de la zone Ub ; Préambule / ARTICLE Ub 2 relatif aux « occupations et utilisations du sol soumises à conditions particulières, sous-secteur Ubr, points 1 et 2 / ARTICLE Ub 4 relatif à la « desserte des eaux pluviales » / ARTICLE Ub 9 relatif à « l'emprise au sol » en sous-secteur Ubr.

Elle consiste aussi à ajouter une Orientation d'aménagement au niveau d'une dent creuse située en secteur Ubr, conformément à l'article L 123-1 du Code de l'Urbanisme.

Il s'agit enfin, dans le cadre de cette procédure, de mettre à jour le plan de zonage et le plan des Annexes relatif au Droit de Préemption Urbain (DPU) du PLU. »

c) Les caractéristiques principales, la valeur et la vulnérabilité du territoire concerné par la procédure de modification simplifiée du PLU :

« La procédure de modification simplifiée n°1 porte uniquement sur des adaptations réglementaires au niveau du tissu urbanisé de la commune. L'Orientation d'aménagement, située en zone urbanisée, se trouve à plus de 750 m de la ZNIEFF « Delta du Roubion et Vieux Rhône à ROCHEMAURE », de type I. Elle fixe les objectifs de délimitation de l'imperméabilisation des sols, de traitement

naturel et *in situ* des eaux pluviales et de végétalisation. Ainsi les évolutions apportées, mineures, n'ont pas d'impact sur les milieux naturels et la biodiversité. La modification simplifiée du PLU est donc sans impact sur les ZNIEFF. »

- d) Les raisons pour lesquelles le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, et, par conséquent, ne requerrait pas la réalisation d'une évaluation environnementale :

« La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune d'ANCÔNE n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement. Elle ne présente aucune menace directe ni pour un site Natura 2000, ni pour les milieux naturels ou la biodiversité. Elle n'impacte pas la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers car elle ne concerne que le tissu déjà urbanisé de la commune et ne modifie aucun zonage.

La procédure menée ne présente pas d'impact sur l'eau potable, ni les eaux usées. Elle tend à une meilleure gestion des eaux pluviales en favorisant l'infiltration naturelle des eaux de pluie *in situ*. Il n'existe pas non plus d'incidences sur les paysages et le patrimoine bâti. Au contraire, un cadre est fixé pour ce projet en entrée de ville, côté RD85, avec une Orientation d'aménagement nouvelle. Le projet est exclu de tout site pollué et n'a pas d'impact sur les déchets.

La modification simplifiée du PLU prend en compte le PPRI mettant en cohérence le Règlement du secteur Ubr concerné par l'aléa inondation et le règlement PPRI. L'impact environnemental de la procédure est positif car elle aurait tendance, à son échelle à améliorer le paysage d'entrée de ville et d'infiltration naturelle des eaux pluviales.

Globalement, la procédure n'a aucune incidence sur les objectifs de protection. Elle n'a donc aucun impact sur l'environnement et y est même plutôt favorable à son échelle. »

Par décision du 18 octobre 2023, l'Autorité environnementale a rendu un avis conforme sur l'absence de nécessité de procéder à une évaluation environnementale.

Pour donner suite à cet avis conforme, l'objet de la présente délibération est de confirmer de façon motivée la décision de la Communauté d'Agglomération de ne pas réaliser une évaluation environnementale. Ces motifs sont les suivants :

- Incidences du projet non significatives sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 Juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
- Aucune nouvelle zone constructible créée ou ouverte ;
- Aucun espace protégé ou à risque concerné par le projet ;
- Au contraire le projet privilégie le comblement d'une dent creuse dans l'enveloppe urbaine en encadrant la construction en termes d'insertion paysagère, de gestion des eaux pluviales, de surfaces de stationnement perméables, et de prise en compte des prescriptions du risque inondations.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-9,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 et suivants et plus particulièrement les articles L.153-45 et L.153-48 relatifs à la procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.104-1 et suivants ainsi que les articles R.104-33 à R.104-37 relatifs à l'évaluation environnementale ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de ANCÔNE, approuvé en date du 19 mars 2007 et ses évolutions ;

Vu la délibération du conseil communautaire de MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION en date du 14 avril 2017, actant le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme et Carte Communale des communes à la Communauté d'Agglomération MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION au 27 mars 2017 ;

Vu le dossier de consultation au cas par cas adressé à l'Autorité environnementale en date du 18 septembre 2023, ci-annexé ;

Vu l'avis n° 2023-ARA-AC-3226 conforme du 18 octobre 2023 de l'Autorité environnementale ci-annexé ;

Considérant que le 18 novembre 2023, l'Autorité environnementale a rendu un avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour la procédure décrite ci-avant, au regard du dossier de consultation démontrant que la modification simplifiée du PLU n'est pas susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement ;

Considérant que par la présente délibération motivée, en application des dispositions des articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du Code de l'urbanisme, la Communauté d'Agglomération MONTÉLIMAR AGGLOMÉRATION entend confirmer sa volonté de ne pas réaliser une évaluation environnementale pour la procédure de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de ANCÔNE, eu égard les motifs exposés ci-avant et l'avis de l'Autorité environnementale indiquant que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement ;

Considérant que la présente délibération motivée et l'avis de l'Autorité environnementale seront mis en ligne sur le site internet de l'Autorité environnementale et annexés au dossier de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de ANCÔNE qui sera mis à disposition du public, avant son approbation par le Conseil communautaire ;

Après avoir entendu l'exposé précédent,
Après en avoir délibéré,

DE CONFIRMER sa volonté de ne pas réaliser une évaluation environnementale sur la procédure de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de ANCÔNE, eu égard les motifs exposés ci-avant et l'avis de l'Autorité environnementale indiquant que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement.

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à prendre toutes les décisions nécessaires à la poursuite des études et de la procédure de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de ANCÔNE.

DE DIRE qu'en application des articles R. 104-37 et R. 153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée en mairie de ANCÔNE et au siège de la Communauté d'Agglomération MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION pendant une durée d'un mois et que le dossier peut être consulté au siège de la

Communauté d'Agglomération MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION aux heures et jours habituels d'ouverture.

DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 08 décembre 2023

Julien CORNILLET
Président



Christophe ROISSAC
Secrétaire de séance

A handwritten signature in black ink, likely belonging to Christophe ROISSAC, the Secretary of the session.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023

Reçu en préfecture le 15/12/2023

Publié le



ID : 026-200040459-20231207-2023_12_07_201-DE